

- Procès Verbal -  
Séance du jeudi 29 septembre 2022 à 14h

La Commission départementale de la nature des paysages et des sites (CDNPS), dans sa formation spécialisée dite des carrières, s'est réunie à la Préfecture de l'Aude, le jeudi 29 septembre 2022, sous la présidence de Mme Lucie ROESCH, Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude.

**MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS :**

- M. Yannis ACCABAT pour l'UID-DREAL
- Mme Sophie GELLE, pour la DDTM
- M. Maurice EXPOSITO pour la DDETSPP
- M. Francis MORLON, conseiller départemental
- M. Christian CREPEAU, association ECCLA
- M. Gérard BARTHES, maire de Ferrals-Des-Corbières
- M. Philippe MAURI, Aude Agrégats
- M. Joël MATHIEU, Eiffages Routes
- M. Arnaud CARAYON, Aude Préfa, ayant donné mandat à M. MAURI

M. Thierry ROUSSET de la DREAL Occitanie assistait également à la réunion en tant que service rapporteur, sans prendre part au vote, la DREAL ayant 1 voix.

Mme Lisa RENARD et Mme Claire BUATAS, du bureau de l'environnement et de l'aménagement du territoire assuraient le secrétariat de la réunion.

Mme Sonia PLATERO, de la Préfecture, assistait à la réunion pour information.

**Ordre du jour**

Heure	Dossier	Commune	Enjeux	Rapporteur
15 h	Présentation pour avis du projet de Schéma Régional des Carrières	Région Occitanie	gestion équilibrée des ressources naturelles	DREAL

Avec 10 membres présents ou représentés (dont la présidente de séance), le quorum (fixé à 7) est atteint.

M. ROUSSET présente le projet de Schéma Régional des Carrières (SRC) pour la DREAL Occitanie. Il précise que le projet est présenté pour avis.

La présentation se déroulera en 3 parties :

- 1) Le SRC
  - a. Finalités du SRC / méthode de travail
  - b. Les carrières en Occitanie
  - c. Les différents enjeux
  - d. La prospective
- 2) Les orientations et principales dispositions
- 3) Les prochaines échéances

## 1 – Le Schéma Régional des Carrières

Jusque-là il y avait un schéma pour chacun des 13 départements, dont un bilan a été fait. Le projet est de créer un schéma régional.

### Textes principaux :

- Article 129 de la Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)
  - Passage du périmètre départemental au périmètre régional
  - Prise en compte de l'ensemble des enjeux (environnementaux, d'aménagement du territoire, des transports, sociaux et sociétaux, technico-économiques...)
  - Intégration de l'économie circulaire (via le développement des ressources Secondaires – recyclage des déchets du bâtiment et des travaux publics...)
- Décret n°2015-1676 du 15 décembre 2015
  - Évaluation de la mise en œuvre et mise à jour éventuelle (6 ans après sa publication) Inséré dans le code de l'environnement (articles R515-2 à R515-7, R515-8-7)
- instruction du 4 août 2017 relative à la mise en œuvre des SRC

### a. Finalités du SRC / méthode de travail

Le SRC est un document de planification à 12 ans qui vise à définir un bon approvisionnement du marché en matériaux et substances de carrières pour le BTP, l'industrie et la construction plus traditionnelle en pierre de taille ou ornementale.

Il fixe notamment :

- les conditions générales d'implantation des carrières
- les gisements d'intérêts national et régional
- les orientations en matière d'utilisation rationnelle et économe des ressources minérales primaires
- les orientations relatives à la logistique
- les mesures permettant d'éviter, réduire ou compenser les impacts de l'activité
- les orientations en matière de remise en état et de réaménagement

Il est approuvé par le préfet de région.

Méthode de travail :

- collégiale
- groupes de travail thématiques / géographiques
- COPIL

En complément, des réunions de travail bilatérales ont lieu avec des partenaires en fonction du besoin.

Éléments constitutifs du SRC :

- Une notice qui le résume, a vocation pédagogique et se veut accessible à tous.
- Un rapport qui comprend plusieurs parties constituées de :
  - un bilan des 13 schémas départementaux ;
  - un état des lieux et une analyse des enjeux;
  - la vision prospective du besoin et les scénarios d’approvisionnement
  - les orientations objectives, mesures opérationnelles et modalités de suivi et d’évaluation du SRC
  - les documents cartographiques associés ;
- Ainsi qu’un rapport d’évaluation environnementale.

Documents sur : [https://www.picto-occitanie.fr/accueil/thematiques/schema\\_regional\\_des\\_carrieres](https://www.picto-occitanie.fr/accueil/thematiques/schema_regional_des_carrieres)

Les étapes de l’élaboration du SRC :

- Travaux lancés mi-2018
  - 4 COPIL tenus pour information et validation des étapes de construction
  - Lancement des consultations
- Les étapes de la consultation
  - 1<sup>re</sup> étape pour avis sur l’avant-projet
    - Concertation préalable : du 7 février au 9 mars 2022 inclus
    - Saisine des EPCI : du 12 janvier au 12 avril 2022 inclus
  - 2<sup>e</sup> étape > en cours pour avis sur le projet
    - 2<sup>e</sup> phase de consultations (CDNPS, PNR, PNN, CRA, Conseil Régional, Conseils Départementaux, comités de bassin SDAGE, etc.)
  - 3<sup>e</sup> étape > mise à disposition du public

#### b. Les carrières en Occitanie :

En Occitanie il y a un peu moins de 500 carrières réparties de la façon suivante selon les familles d’usage :

Nombre de carrières	Classe d’usage
310	Matériaux de construction BTP
120	Roches ornementales et de construction (ROC)
60	Roches et minéraux industriels

La production régionale est de

- Les granulats représentent une très grande partie de la production avec 39 MT/an soit 87,5 % de la production totale ;
- les minéraux industriels avec 5,5 MT/an soit 12 % de la production ;
- et enfin les ROC avec 230 Kt/an soit 0,5 % de la production.

#### c. Les différents enjeux / l’approche environnementale à travers la classification des enjeux :

- eau
- biodiversité
- paysage
- sans oublier les enjeux liés à l’agriculture et à la forêt

Détermination de classes d’enjeux pour l’eau, la biodiversité, les paysages :

- Niveau 1 : Milieux bénéficiant d'une protection juridique (législative ou réglementaire) interdisant l'exploitation des carrières.
- Niveau 2 : Milieux présentant une sensibilité très forte, en principe incompatible avec les objectifs de protection. Les porteurs de projets devront se rapprocher des gestionnaires des protections ou espaces concernés.
- Niveau 3 : Espaces présentant une sensibilité forte et concernés par des mesures de protection et d'autres démarches visant à signaler leur valeur patrimoniale. Les projets nécessiteront des précautions particulières en lien avec les gestionnaires des protections ou espaces concernés.
- Niveau 4 : Ensemble de la région.

La DRAAF a contribué à la prise en compte des enjeux agricoles et forestiers : rédaction de notes et cartes spécifiques à la préservation enjeux agricoles et forestiers.

#### d. La prospective

les scénarios d'approvisionnement

- établissement d'un scénario d'approvisionnement par famille de matériaux
- scénario (dit « retenu ») ayant les conséquences les plus favorables au regard des enjeux environnementaux, paysagers, patrimoniaux, sociaux, techniques et économiques, tout en garantissant un approvisionnement satisfaisant du marché.

Sans perdre de vue que le SRC :

- prend en compte le SRADDET (PRPGD) notamment concernant déchets recyclables en BTP
- doit être compatible avec SDAGE et SAGE
- doit être compatible avec les chartes PNR et PNN
- SCoT/plans locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec le SRC

Étude des facteurs d'évolution des besoins en granulats

- Evolution de la population : choix du scénario central de l'INSEE
- Évolution de l'activité économique : 6 grands projets retenus et estimation de leurs besoins en matériaux
- Évolution des modes de construction : notamment artificialisation nette
- Postulat qu'il n'y aura pas d'évolution des besoins par usage de granulats hors grands travaux
- Postulat qu'il n'y aura pas d'évolution des flux d'import/export de granulats qui s'équilibrent environ à 1T entrant/sortant sur toute l'Occitanie.

6 grands projets impactent la production de granulat à l'échelle régionale :

- la LGV Bordeaux-Toulouse
- la LGV Montpellier-Béziers
- l'élargissement de l'A 61
- l'autoroute Toulouse-Castres
- le plan de rénovation de Toulouse (dont 3<sup>e</sup> ligne de métro)
- l'extension portuaire de Port-La-Nouvelle

	Projets retenus	Disponibilité des données	Données retenues
Dans l'Aude	Élargissement de l'A 61	Rapport du commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique	Période de travaux : 2 phases 2019-2022 et 2022-2034 Besoins en granulats de 4 millions de tonnes au total réparti suivant le phasage du chantier entre les bassins de Toulouse, Carcassonne et Narbonne
	Extension portuaire de Port-La-Nouvelle	Rapport du commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique	Période de travaux : 2019-2023 Besoins en granulats de 4 millions de tonnes au total sur le bassin de Narbonne

### Étude des facteurs d'évolution de l'utilisation des ressources secondaires en substitution des granulats :

Le SRC doit s'articuler avec le plan régional déchet qui est porté par le conseil régional d'Occitanie, dont l'objectif est notamment de déterminer l'évolution de l'utilisation des matériaux issus du recyclage des déchets inertes du bâtiment, qui viendront en substitution du granulat de carrière.

Il y a un objectif d'accroissement de déchets valorisés jusqu'en 2031 concernant le recyclage et la valorisation en centrales d'enrobage.

### Étude des facteurs d'évolution des besoins en granulats – 3 hypothèses d'évolution :

Les besoins en granulat ont été estimés selon 3 hypothèses étudiées (basse, médiane ou haute).

Les graphiques présentent des pics qui correspondent aux pics de consommation liés aux grands travaux. Un pic attendu en 2023-24 et un attendu en 2027-28.

Au niveau régional en 2017, on constatait des situations très disparates en fonction des territoires, avec des bassins excédentaires (capacité de production supérieure à 120 % des besoins), des bassins équilibrés ou légèrement excédentaires (capacité de production entre 100 % et 120 % des besoins), et des bassins déficitaires (capacité inférieure à 100 %).

En Occitanie, au moment de l'état des lieux, une douzaine de bassins sont déficitaires et les compléments en matériaux se font par des échanges entre les bassins de la région.

L'Aude est constituée de 2 bassins, tous deux déficitaires.

La projection à l'année 2031 prévoit une évolution avec beaucoup plus de bassins en tension. 6 bassins resteraient excédentaires.

M. ROUSSET précise que la projection est faite en fonction des échéances de fin d'autorisation d'exploiter. Certaines carrières ne pourront théoriquement plus produire ce qui devrait conduire à cette situation.

En 2031 il restera 158 carrières de granulats soit un déficit de 160 carrières par rapport aux 310 carrières en exploitation aujourd'hui.

Focus sur le département de l'Aude qui comporte 2 bassins de production :

- 1) Bassin de Carcassonne : légèrement déficitaire actuellement, soutenu par les bassins de Narbonne et d'Ariège Pyrénées.

Le déficit devrait s'accroître jusqu'en 2031, si pas de renouvellement ou de création de carrières, pour une autonomie d'environ 41 % (contre 86 % actuellement).

L'apport en ressources secondaires est relativement significatif (environ 100 à 150kT par an).

M. ROUSSET précise que l'étude économique de l'UNICEM montre que la substitution de l'alluvionnaire par du massif a atteint ses limites dans cette zone.

- 2) Bassin de Narbonne : également déficitaire mais sollicité pour soutenir les bassins de Carcassonne et de Béziers. Le bassin narbonnais est importateur de granulats du bassin de la plaine du Roussillon (situé au sud).

Le déficit devrait s'accroître jusqu'en 2031 avec une autonomie de 51 % (contre 78 % actuellement).

Il est à souligner que le bassin Béziers est actuellement à l'équilibre mais sera bientôt en déficit notamment en matériaux alluvionnaires.

Il fait partie de la frange littorale Nîmes-Montpellier-Béziers-plaine du Roussillon qui concentrent à eux seuls plus de 30 % de la consommation régionale. C'est la zone de consommation la plus importante devant celle de Toulouse (17 %), ainsi avec ces deux territoires on atteint presque 50 % de la consommation régionale en granulats.

Concernant les minéraux industriels, les besoins progressent de manière proportionnelle à l'évolution démographique en région, soit +9 % entre 2017 et 2031.

Il faut s'attendre à la fin d'autorisation d'exploitation de 34 carrières, soit une baisse de production d'environ 50 %, alors que les projections montrent un besoin croissant. Il faut donc conclure à la nécessité de renouvellement, extension ou création de carrières pour les minéraux industriels.

Concernant les ROC à l'horizon 2031, il est projeté une stabilisation du besoin local en ROC.

=> la stabilisation des besoins est supposée, mais la fin d'autorisation d'exploitation est à prévoir pour 40 carrières. Il faudra donc pour ces matériaux également envisager des renouvellements, extensions ou créations de carrières de ROC.

### Conclusion des scénarios prospectifs

Quelle que soit la famille d'usage, des renouvellements, extensions ou créations de nouvelles carrières seront à prévoir pour assurer une réponse aux besoins.

## 2 – Les orientations et principales dispositions => partie opérationnelle du SRC

6 orientations déclinées en 22 objectifs et 61 mesures concrètes et applicables.

- Orientation 1 : Approvisionnement du marché
- Orientation 2 : Recours aux ressources secondaires
- Orientation 3 : Respect des enjeux environnementaux
- Orientation 4 : Remise en état
- Orientation 5 : Offre de transport
- Orientation 6 : Gouvernance du Schéma Régional des Carrières

Une consultation des collectivités et du public a eu lieu en début d'année et les orientations prennent en compte le résultat de cette consultation.

### **Identification des structures et personnes concernées par les mesures :**

- Les exploitants de carrière et fédérations professionnelles
- Les porteurs de projets d'aménagement hors carrières, collectivités, structures porteuses de SCOT
- Les opérateurs de transports
- L'État, les institutions, les associations

Mise en place d'indicateurs de suivi (pour chaque disposition).

**Les orientations 1 & 2** concernent la sobriété des matériaux de consommation et leur accès, avec une maîtrise de la consommation foncière pour éviter le mitage du territoire et favoriser l'exploitation de ressources issues du recyclage.

**Les orientations 3 & 4** portent sur les enjeux environnementaux du territoire et la remise en état concertée et adaptée des sites exploités.

L'objectif est d'établir un plan de réaménagement d'ensemble à l'échelle d'une vallée ou d'un massif par exemple.

L'orientation 4 préconise une large consultation de tous les acteurs du territoire pour la prise en compte de tous les enjeux.

L'orientation 5 concerne le recours à une offre de transport compétitive et à moindre impact sur l'environnement. On considère qu'au-delà de 30 km les granulats n'ont pas vocation à être transportés par la route pour des raisons également économiques.

Il est à noter la demande de réalisation d'une étude de transports alternatifs à la route pour les projets autorisés à plus de 50 000 kt/an.

### Orientation 6 :

Mettre en place une gouvernance du Schéma Régional des Carrières de la région Occitanie neutre et représentative des différents acteurs (administration, fédération de professionnels, collectivités territoriales, associations, etc.)

Cette orientation est composée d'une seule mesure qui a pour objectif de réfléchir puis, sous réserve d'une étude préalable positive, de créer un observatoire des matériaux.

Cet observatoire sera un outil pour partager, comprendre et analyser les données liées aux matériaux de carrières.

L'observatoire régional pourra anticiper les questions de besoins, de ressources et des usages.

Il pourrait intégrer une représentation de la chaîne d'acteurs tels que : DREAL, Fédérations de professionnels, Personnes qualifiées (BRGM par exemple), représentants des SCOT et autres collectivités territoriales, élus ou chargés de mission susceptibles d'échanger sur la satisfaction des besoins en matériaux des territoires, structures en charge de l'observation (CERC, ORDECO), Conseil Régional, associations environnementales, chambres consulaires...

Une pré-étude de pertinence et de faisabilité a été lancée par la cellule économique régionale de la construction et devrait être rendue courant octobre.

Pour permettre le suivi et l'évaluation du SRC, plusieurs indicateurs de suivi ont été définis par rapport aux différentes orientations.

### 3 – les prochaines échéances

Les étapes suivantes de l'élaboration du SRC :

- COPIL n°5 suite aux consultations en cours => présenter le SRC modifié en fonction des propositions émises en CDNPS et autres consultations
- 3<sup>e</sup> étape de consultation  
=> Mise à disposition du public
- COPIL n°6
- Début 2023 : transmission du rapport complet au préfet pour approbation du SRC.

**La parole est donnée aux membres de la CDNPS carrières pour leurs éventuelles remarques ou questions.**

Mme GELLE émet une remarque sur la carte page 111, elle indique que le PNR des Corbières-Fenouillèdes est approuvé.

M. ROUSSET répond qu'il a eu un échange téléphonique avec le directeur du parc qui l'en a informé.

M. CREPEAU indique qu'il avait adressé des remarques formelles dans une note, jointe en annexe au compte-rendu. Il demande que ses remarques soient transmises au SGAR.

Il trouve le portail PICTO peu intuitif et pas assez précis sur la nature et le statut des carrières. En tant qu'association de protection de l'environnement, ECCLA souhaiterait avoir des données plus précises sur les carrières en exploitation, susceptibles d'être arrêtées ou au contraire étendues.

Il demande également une visibilité sur les projets en cours d'instruction sur le département.

M. ACCABAT répond que ces interrogations sont légitimes et précise qu'il est possible de consulter le portail national « Géorisques » qui présente une cartographie de toutes les ICPE du territoire dont les carrières. Sur chaque carrière il y a toutes les informations disponibles, tous les arrêtés préfectoraux d'autorisations d'exploitation comportant les échéances, etc.

M. ROUSSET ajoute que le portail PICTO est plus généraliste. Sur la plateforme relative aux carrières il y a une cartographie dynamique des enjeux où il est possible d'avoir les informations sur les positions des carrières selon les enjeux.

La présidente de séance confirme qu'il y avait beaucoup de documentations pour un seul schéma, ce qui ne facilite pas la lecture, mais le sujet étant vaste, cela explique la multiplicité des documents.

M. ROUSSET précise concernant les données datant de 2018 qu'il fallait démarrer sur des données statistiques stabilisées, aussi celles de 2018 étaient les plus récentes au moment du lancement du travail sur le SRC. Il précise que lorsque les travaux sont lancés il n'est pas possible de revenir sur les données servant de base de travail. Mais il ajoute qu'un bilan est prévu à 6 ans qui conduira éventuellement à une mise à jour du schéma à ce moment-là. Le législateur a prévu cette étape à mi-parcours.

M. ACCABAT précise qu'actuellement dans l'Aude 2 projets sont en cours d'instruction : celui de renouvellement/extension de la carrière Patebex à Alzonne qui sera présenté à la prochaine CDNPS et un autre projet de création de carrière par la société Patebex mais qui est au stade de la demande de compléments, donc il n'est pas encore prévu de le présenter en CDNPS. Pour les projets qui ne sont pas encore déposés il n'a pas de visibilité.

M. CREPEAU indique que dans le département il y a des mégatonnes de stériles issus de l'activité minière de la vallée de l'Orbiel et il demande s'ils peuvent être utilisés.

M. ACCABAT indique que ces matériaux ne sont pas utilisables, car ce sont des déchets miniers, les matériaux ne sont pas inertes car issus du traitement et de l'exploitation des anciennes mines. Ils contiennent des métaux et notamment de l'arsenic, il n'est donc pas possible de les mettre dans les granulats.

M. MAURI ajoute qu'il y a eu des tests il y a une vingtaine d'années pour les commercialiser, mais les mesures des dépôts ont montré qu'il reste des traces d'arsenic notamment, les rendant impropres à l'exploitation.

M. CREPEAU remarque que le SRC prévoit pour l'après carrière un retour à l'état initial, notamment agricole ou forestier. Il demande s'il serait envisageable d'imaginer un autre futur par rapport au développement des énergies renouvelables (ENR) ou de création de bassins d'eau.

M. MATHIEU répond que sur certains sites il y a déjà des remises en état engagées en ce sens.

M. ACCABAT précise que cela existe déjà, en particulier pour des projets photovoltaïques.

M. MAURI confirme que c'est le cas sur Bram par exemple.

La présidente de séance demande si c'est également le cas dans la vallée de l'Orbiel.

M. ACCABAT indique qu'il ne s'agissait pas de carrières mais de terrains appartenant aux anciens exploitants miniers, qui ont été par la suite vendus aux collectivités pour des projets ENR.

M. MAURI indique qu'il n'est pas prévu que le réaménagement se rapproche systématiquement le plus possible de l'état initial, c'est l'intégration d'une valeur écologique qui est recherchée lors de l'arrêt d'une exploitation.

M. ACCABAT rappelle que dans l'instruction d'un dossier, les projets de remises en état sont soumis à l'avis de la collectivité.

M. MAURI ajoute que le projet de remise en état doit être présenté dans le dossier dès la demande d'autorisation d'exploitation.

M. CREPEAU indique qu'il siège en CDPENAF où de nombreux projets sont envisagés sur d'anciennes carrières abandonnées depuis 20 ans où la nature s'est réinstallée, cela pose la question soit de développer les ENR, soit de conserver la biodiversité installée depuis la fin d'exploitation.

M. ROUSSET précise qu'il y a une forte volonté de la DRAAF de rendre le caractère agricole aux terrains qui avaient déjà cette fonction avant l'exploitation de carrière parce qu'il y a une tendance générale à la diminution des terres agricoles, il faut donc avoir une vigilance particulière sur ce point.

Mme GELLE indique que le réseau national ENR préconise d'installer les projets, notamment photovoltaïques, sur des terres déjà anthropisées plutôt que sur des terres naturelles ou agricoles. Il est préférable d'installer des équipements photovoltaïques sur d'anciennes carrières, ce qui n'est pas incompatible avec la revégétalisation et l'élevage de moutons par exemple. Elle indique que des modifications doivent être possibles sur les projets de remise en état si durant l'exploitation on se rend compte qu'un autre projet que celui envisagé au moment de la demande d'exploitation est plus vertueux.

M. ACCABAT confirme que cela est possible si les collectivités sont d'accord.

M. MORLON émet une remarque sur la forme concernant l'organisation de la CDNPS. Il indique que les délais de transmission et la masse des documents ne permettent pas aux membres de prendre connaissance de manière satisfaisante des enjeux du dossier.

Il rappelle que les membres ont été informés de cette réunion début août, aussi il ne comprend pas pourquoi les documents et l'invitation officielle n'ont été transmis que 5 jours avant la réunion.

Par ailleurs il a des interrogations concernant la prise en compte de la labellisation UNESCO des citadelles du vertige dans le SRC. Il demande pourquoi il n'y a pas de zonage paysager dans le niveau de sensibilité 1. Il demande des précisions concernant les critères qui définissent qu'un site est en zone de sensibilité 1 et pourquoi les paysages n'apparaissent pas dans ces critères. Il indique que le CD 11 a une vigilance particulière par rapport aux zones tampon.

M. ROUSSET répond que cela n'est pas prévu par les textes, ce sont des critères d'interdictions purement réglementaires qui ont conduit à la classification en niveau de sensibilité 1.

M. MORLON aimerait par ailleurs avoir un retour plus précis sur les perspectives au regard de la proposition d'augmentation du nombre d'autorisations d'exploitation. Il trouve qu'il n'y a pas assez de visibilité sur la possibilité de répondre aux besoins sur le territoire.

Il aurait également souhaité avoir des précisions sur les carrières capables de répondre aux besoins dans l'Aude, les Pyrénées-Orientales, et savoir si le département reste dépendant d'autres bassins. Il regrette que le SRC ne prévoit pas des prévisions carrière par carrière.

M. ROUSSET répond que cela n'est pas l'objet du schéma. Le SRC doit avoir une vision plus large que l'aspect carrière/carrière. Il n'aurait de toute façon pas été possible de traiter le SRC au cas par cas sur les 500 carrières exploitées en région Occitanie. Cette étude-là est laissée à l'appréciation du territoire.

M. MATTHIEU indique qu'il n'est pas forcément possible de prévoir quelles exploitations seront maintenues, car c'est également une activité économique pour l'exploitant.

M. MAURI remarque qu'il y a dans le SRC une analyse par bassin.

M. MORLON répond qu'il aurait souhaité avoir un peu plus de détails, notamment des liens entre les besoins et le nombre de carrières nécessaires pour y répondre. Il prend l'exemple des sites de production d'énergie où les informations sont plus détaillées.

Dans le SRC il n'y a que des informations en termes de volume et pas sur le nombre de sites, ce qu'il regrette.

M. MATHIEU répond que le nombre de sites n'est pas parlant dans la mesure des exploitations peuvent être autorisées pour des tonnages très différents.

La présidente de séance remarque qu'il y a des schémas sur d'autres sujets où les informations sont chiffrées en nombre de sites, ce qui donne une vision plus précise selon les enjeux considérés.

M. MAURI indique que l'augmentation des besoins projetée dans le SRC est liée à la perspective d'augmentation de population dans la région Occitanie dans les années à venir.

M. BARTHES remarque qu'il y a des projets à l'étude dans des communes autour de la sienne et il regrette le manque de visibilité sur l'avancée de ces projets, il est difficile de savoir si ces projets vont aboutir et sous quels délais.

M. MAURI répond que les projections se font également en fonction du type d'exploitation. Par exemple les réserves pour les carrières de roches massives sont plus facilement contrôlables. Alors

que pour les carrières alluvionnaires les durées d'exploitation s'évaluent au cas par cas, en fonction des ressources disponibles.

M. MORLON demande si le SRC prévoit une réflexion par rapport au transport des matériaux et l'impact sur l'état du réseau routier.

M. ROUSSET répond que cela n'entre pas dans les considérations du SRC qui s'est plutôt penché sur le réseau ferré et le transport par voie d'eau comme report modal.

M. MORLON demande si toute voie existante peut recevoir le transport des matériaux.

M. ROUSSET répond que ce sujet ne relève pas du SRC.

M. ACCABAT précise que dans les dossiers de demande d'autorisation (étude d'impact), il y a un volet sur le trafic routier et les voies empruntées par le projet.

M. ROUSSET ajoute que le SRC fait des recommandations sur la question du transport routier concernant les nuisances pour le voisinage mais pas sur l'aspect technique des voies routières.

M. MORLON demande s'il est possible de transmettre des remarques d'ici la prochaine phase de consultation pour que les services du département aient un peu plus de temps pour analyser le SRC. Il demande par ailleurs comment sera organisée la consultation publique (enquête publique ou simple mise à disposition)

M. ROUSSET répond qu'il y aura une information sur le site de la DREAL. Il s'agira probablement d'une consultation numérique, comme cela a été fait sur la première phase de consultation en début d'année, via une adresse mail dédiée.

M. MORLON signale qu'il a eu un échange avec le PNR des Fenouillèdes qui indique ne pas avoir été consulté.

M. ROUSSET précise avoir échangé sur ce sujet avec le PNR la veille de cette séance.

M. MATHIEU indique avoir consulté le SRC et identifié certains points positifs et d'autres pour lesquels il aimerait des amendements ou modifications.

Parmi les points positifs il relève notamment :

- les perspectives de renouvellement des sites,
- l'intérêt porté par le SRC sur les matériaux secondaires (la profession est très impliquée sur ces sujets),
- la notion d'activité de proximité (=> plus on éloigne les sites des lieux d'utilisation, plus on met de camions sur les routes),
- la création d'un observatoire des matériaux est une nouveauté qui paraît intéressante,
- la question des déchets inertes, à compléter avec les textes qui arrivent concernant la responsabilité élargie des producteurs (REP),
- la notion de granulats d'intérêt particulier (GIP) est intéressante, sous réserve que ces gisements d'intérêt particulier soient définis de manière plus précise,
- la prise en compte des enjeux de la filière roche ornementale.

M. MAURI précise que la REP est une filière qui consiste à récupérer les déchets du BTP, où comme dans d'autres filières les producteurs cotisent et en contrepartie il y a une éco-rétribution sur les matériaux de construction.

M. MATHIEU ajoute que cela va permettre que les matériaux soient repris gratuitement par les gestionnaires de traitement des déchets.

Concernant les points de discussion, il estime que le SRC devrait aller plus loin dans la prise en compte de l'intérêt public majeur de l'approvisionnement en matériaux. Cette notion est majeure pour l'activité de chaque bassin, et pas assez mise en lumière dans le SRC. Il aurait aimé que le SRC aide plus la profession en ce sens.

M. ACCABAT n'est pas sûr que d'un point de vue purement réglementaire, le SRC puisse régler la question de l'intérêt public majeur. Il faut que la loi le prévoit.

M. MATHIEU comprend, mais il insiste sur le fait qu'il faut avoir une réflexion sur l'aide que pourrait apporter le SRC sur ce point-là. Ce sont des sujets qui peuvent être appuyés sur des jurisprudences.

M. ROUSSET précise qu'il y a beaucoup de discussions avec la profession sur cet aspect. Même si on peut continuer à travailler sur la forme, le SRC indique déjà que les carrières sont indispensables pour l'économie.

M. MATHIEU demande à ce qu'à minima le SRC insiste sur l'intérêt public des exploitations de carrière.

Il ajoute qu'il y a des gisements non identifiés comme gisement d'intérêt particulier de granulats qui doivent quand même être identifiés dans les documents d'urbanisme.

M. MAURI ajoute que mettre en place une catégorie de gisement d'intérêt ne veut pas dire que les autres n'ont pas d'intérêt, ils doivent donc apparaître dans les documents d'urbanisme.

M. ROUSSET confirme qu'il y a différents niveaux d'intérêt dans la réglementation (national et régional), et qu'il faut que ces différents gisements apparaissent dans les documents d'urbanisme afin de garantir leur accès et éventuellement leur exploitation. Pour les granulats les textes ne le prévoient pas, il n'y a pas de disposition spécifique. Mais la DREAL a estimé qu'il peut y avoir des granulats de haute qualité à identifier, repérer et préserver.

Les discussions auront également lieu avec les collectivités concernées. Mais pour les granulats courants il n'est pas prévu de garantir l'accès.

M. MAURI suggère d'élargir cette notion de gisement particulier à des granulats qui ne sont pas nécessairement exceptionnels par leur qualité mais plutôt par leur usage. Il prend l'exemple du gisement de calcaire à Béziers, il devient rare, donc il faut le reconnaître gisement d'intérêt particulier.

M. ROUSSET répond que toute la difficulté est de repérer et identifier les gisements avec des caractéristiques spécifiques, mais les discussions continuent avec les professionnels sur ces points.

M. MATHIEU trouve que la mise en conformité des documents d'urbanisme avec le SRC n'est pas suffisamment garantie. Il a eu des échanges avec des EPCI et SCoT, il fait le constat qu'ils n'ont pas suffisamment en tête ce niveau d'exigence. Il suggère de s'inspirer de la liste en place des anciennes Zones d'Intérêt Granulats telles que présentes dans le SRC du Grand-Est.

M. ROUSSET répond que de mémoire en Grand-Est ils ont établi un périmètre de 2 km autour de chaque zone d'exploitation pour en préserver les possibilités d'extraction, mais ce n'est pas ce qui est retenu pour le SRC Occitanie. En Occitanie il a été préféré de privilégier le dialogue avec tous les acteurs. Il ajoute que les collectivités consultées en première phase sont informées qu'elles doivent intégrer les gisements d'intérêt national et régional dans leurs documents d'urbanisme.

M. MATHIEU revient sur le volet grand chantier et suggère de s'inspirer de la rédaction de l'ex-schéma départemental des carrières de l'Hérault sur ce sujet.

Il trouve cohérent que les carrières ne soient pas considérées comme des terres artificialisées, mais il est plus mitigé sur la question du calcul de la consommation d'espaces naturels et agricoles et forestiers, car la rédaction de cette partie du SRC apporte selon lui de la confusion.

Il suggère d'intégrer l'étude menée par la CERC Occitanie sur le volet socio-économique dans le document « orientations » du SRC.

Il trouve qu'il serait important de citer l'initiative GECO portée par l'UNICEM, la FRPP, la région Occitanie, l'ADEM et quelques syndicats d'entreprise de producteurs, recyclage, etc. Cette initiative a abouti à la création d'un label Granulat d'Économie Circulaire en Occitanie (GECO) qui préconise l'utilisation des matériaux recyclés en priorité, favorise la confiance des utilisateurs de matériaux sur ces produits par la mise en place d'un label pour garantir la qualité des produits issus du recyclage.

Ce label a pour objectif de favoriser l'utilisation des ressources secondaires et produits recyclés sur le marché des travaux et il serait intéressant qu'elle soit mentionnée dans le SRC.

M. MAURI précise que les particuliers acceptent d'utiliser les matériaux recyclés, mais les acteurs publics disent qu'il faut favoriser l'utilisation des matériaux secondaires tout en restant frileux pour les utiliser. Donc le label GECO apporte une certaine garantie de qualité.

M. MATHIEU demande que la note de l'UNICEM mentionnée soit jointe en annexe au PV de cette commission.

Mme GELLE demande des précisions concernant la problématique de protection des milieux et la possibilité de remblayer avec matériaux inertes du BTP.

M. MATHIEU répond que le remblai avec des matériaux recyclés est possible mais pour des travaux de type terrassement, donc terre et cailloux. Les autres matériaux de déconstructions sont intégrés dans la filière de recyclage des déchets. Dans le remblaiement il n'est possible d'utiliser que des matériaux inertes de type terre et cailloux.

En l'absence d'autres remarques ou question, les membres sont invités à voter sur le projet de Schéma Régional des Carrières de la région Occitanie.

La présidente de séance rappelle que la DREAL a une voix et qu'un mandat a été donné à un membre présent pour le vote.

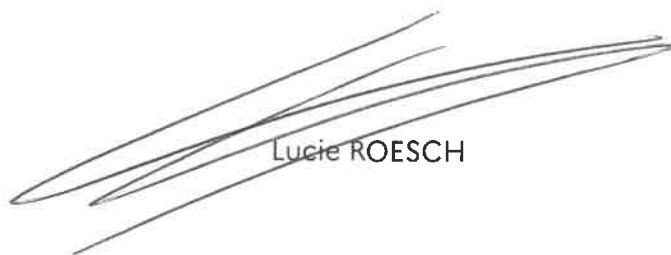
**Votes sur le dossier : Projet de schéma régional des carrières – Région Occitanie**

**FAVORABLE : 10    DÉFAVORABLE : 0    ABSTENTION : 0**

La CDNPS dans sa formation spécialisée des carrières approuve le projet de schéma régional des carrières sous réserve des remarques émises en séance.

La séance est levée à 15h25

Le président de la CDNPS  
Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale de la Préfecture



Lucie ROESCH